

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 12/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **LAVARHONE**

BP 666  
69200 VENISSIEUX

Références : UDR-SSDAS-22--231-EM  
Code AIOT : 0006103948

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/09/2022 dans l'établissement LAVARHONE implanté 3 avenue de l'INDUSTRIE BP 666 69960 CORBAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 19/09/2022 a été réalisée dans le cadre de l'incident du 15/09/2022 qui s'est déclenché dans une citerne contenant du disulfure de carbone. Cette citerne a été réceptionnée par LAVARHONE dans le but d'un lavage, activité propre à ce site ICPE. D'après l'exploitant, cette citerne a été accidentée le 18/05/2022 sur l'autoroute A7 et a bloqué la circulation durant l'après-midi et la nuit du 18 au 19/05/2022. Les éléments liés au contexte pré incident du 15/09/2022 ainsi que le déroulé de l'incident en lui-même sont détaillés dans le point de contrôle n°1.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAVARHONE
- 3 avenue de l'INDUSTRIE BP 666 69960 CORBAS
- Code AIOT : 0006103948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

LAVARHONE réalise une activité de lavage de citernes. Les camions citernes vides, après déchargement de leurs liquides, viennent sur site afin de réaliser un lavage de leur citerne et se débarrasser des résidus. Un lavage et des procédures spécifiques sont appliqués pour chaque

typologie de produits transportés. Ce lavage est réalisé par des opérateurs de LAVARHONE. Les résidus et les eaux de lavage sont évacués et traités par la station d'épuration du site. Après traitement, les eaux sont évacuées par le réseau public.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Incident du 15/09/2022
- Sécurité incendie
- Procédures d'acceptation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées	Proposition de délais
2	Rapport d'incident - Incendie du 15/09/2022	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 1.2	/	APC	1 mois
3	Eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 4.2.2	/	APC	1 mois
5	Procédures de lavage	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.1	/	APC	1 mois
9	Certificat de lavage	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.7	/	APC	1 mois
11	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contexte - Chronologie de l'évènement	Autre du 20/09/2022	/	Sans objet
4	Fiche de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 6.4	/	Sans objet
6	Contrôle des installations	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.1	/	Sans objet
7	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Autorisation de lavage	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.6	/	Sans objet
10	Porter à connaissance - modifications du site	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 1.1	/	Sans objet
12	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 6.1.8	/	Sans objet
13	Contrôle inopiné concernant les rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article 1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection note que l'exploitant a respecté les procédures relatives à ces consignes internes et à son arrêté préfectoral. Toutefois, plusieurs éléments auraient dû l'inciter à faire preuve de davantage de vigilance concernant le traitement spécifique de la citerne à l'origine de l'incident.

L'Inspection note que l'exploitant a constaté le mauvais état général de la citerne mais n'a pas procédé à davantage de contrôle sur cette dernière. L'Inspection note également les incohérences retranscrites dans le rapport d'incident concernant les actions, postérieures à l'incident, réalisées par des prestataires externes sur cette citerne (test d'étanchéité, mise sous azote, dépotage et déprussurisation), les faits indiqués par LAVARHONE à sa réception et oralement lors de l'Inspection (mauvais état de la citerne, potentielle fuite, pas d'étiquetage concernant la mise sous azote) et la réalité de l'incident (combustion de l'intérieur de la citerne durant 1h qui démontre que la citerne n'était pas vide). De plus, le rapport d'incident transmis par l'exploitant doit être actualisé avec les derniers éléments relevés par les pompiers et précisé concernant l'historique de cette citerne et les opérations antérieures réalisées par les différents prestataires.

L'Inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de réaliser et transmettre sous 1 mois :

- un état des stocks des produits dangereux et combustibles présents dans l'installation le jour de l'incident, citerne comprise, avec la typologie des produits présents et les quantités estimées.

De plus, face aux constats présentés ci-dessus, l'Inspection propose de demander à l'exploitant via un arrêté préfectoral complémentaire et sous 1 mois les éléments suivants:

- le rapport d'incident actualisé et complété avec les informations demandées,
- les éléments démontrant du traitement et de l'évacuation des eaux d'extinction utilisées et contenues au sein de la citerne,
- le certificat de lavage de la citerne lorsque cette opération sera réalisée,
- le renforcement de la procédure d'acceptation concernant les citernes identifiées comme endommagées ou problématiques, en réalisant des contrôles supplémentaires (pesée notamment), si nécessaire, de la prise d'informations auprès des prestataires, et ce dans l'objectif de définir de l'acceptation ou non pour lavage des citernes, et des procédures de lavage à mettre en place.

### 2-4) Fiches de constats



## N° 1 : Contexte - Chronologie de l'évènement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contexte - Chronologie de l'évènement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contexte - Chronologie de l'évènement
<p><b>Constats :</b> La citerne à l'origine de l'incident du 15/09/2022 s'étant déroulé sur le site de LAVARHONE, objet de ce rapport, a été accidentée le 18/05/2022 d'après l'exploitant. L'accident s'est déroulé sur l'autoroute A7. Le camion transportant cette citerne contenait du disulfure de carbone (CS<sub>2</sub>), un produit inflammable. L'autoroute a été coupée durant l'après-midi puis la nuit du 18 au 19/05/2022 et la zone commerciale de Chasse-sur-Rhône a été évacuée.</p> <p>Des mails échangés entre différents services de l'administration datés du 19/05/2022 indiquent également qu'une inspection permettant de juger de l'état de la citerne a débuté à 02h00 du matin. En perspective de l'évacuation de cette dernière, des mesures d'éloignement ont également été appliquées. Un camion porte char avec rétention a été mobilisé pour transporter la citerne sur le site de ADISSEO à Sait-Clair-du-Rhône, fabriquant du produit, pour en effectuer le dépotage. A 5h00 la citerne a été positionnée dans une rétention mobile elle-même posée sur un camion porte char. A 8 h20, elle est arrivée sur le site d'ADISSEO.</p> <p>ADISSEO a procédé à plusieurs opérations sur cette citerne. Par mail du 19/05/2022 transmis à l'Unité Départementale de l'Isère (UD-I), ADISSEO indique que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la citerne n'est pas endommagée : seul le cadre métallique (protection/manutention) est un peu abîmé, ainsi qu'une partie du calorifuge,</li> <li>- l'absence de fuite détectée au niveau de la citerne est confirmée,</li> <li>- des mesures avec des détecteurs portatifs ont permis de mesurer les LIE, l'O<sub>2</sub>, l'H<sub>2</sub>S et le SO<sub>2</sub> et l'ensemble des mesures n'ont rien révélé,</li> <li>- la citerne a été dépotée dans le bac du CS<sub>2</sub> présent sur le site.</li> </ul> <p>Ces éléments ont été confirmés par l'inspection des installations classées de l'unité départementale de l'Isère (UD-I) qui a réalisé une inspection sur le site d'ADISSEO le 29/09/2022. Des éléments attestant de la réalisation de ces opérations (test d'étanchéité, bon de pesée, etc.) devront être communiquées ultérieurement par ADISSEO à l'UD-I.</p> <p>Par la suite, la citerne a été transférée sur le site d'ARNAL à Ternay. Ce site n'est pas classé ICPE et réalise du stockage de citernes ainsi que des tests d'étanchéité et du dégazage. Par mail du 21/09/2022, ARNAL confirme avoir réceptionné cette citerne le 23/05/2022. L'exploitant a réalisé un test étanchéité sous azote afin de s'assurer que l'accident n'avait pas occasionné de fuites. Seule la vanne d'air a été manœuvrée lors du test d'étanchéité. Par mail du 12/10/2022, ARNAL confirme que la citerne stockée est immatriculée ETNU 110 174/5 et correspond à celle réceptionnée par LAVARHONE.</p> <p>Ce test a été réalisé avec succès (aucune fuite). La citerne a ensuite été dépressurisée avec couverture d'azote, puis stockée et totalement confinée. Elle a été évacuée le 05/09/2022, jour de son arrivée sur le site de LAVARHONE pour lavage.</p> <p>Selon les diverses informations communiquées, la citerne devait donc être étanche (sans trace de fuite), vide (absence de disulfure de carbone) et sous azote.</p> <p>LAVARHONE a réceptionné la citerne le 05/09/2022 transporté par le transporteur KUBE &amp; KUBENZ. L'exploitant a constaté diverses dégradations sur la citerne. Ces éléments sont inscrits dans la fiche de contrôle du matériel réalisé le 05/09/2022. Il indique que cette citerne est accidentée et constate plusieurs impacts. Par mail du 05/09/2022, l'exploitant a informé KUBE &amp; KUBENZ du mauvais état de cette citerne (cf. point de contrôle n°5). L'exploitant a également transmis à l'Inspection, par mail du 21/09/2022, une photographie de la citerne à sa réception le 05/09/2022 mais les dégradations décrites sont difficilement visibles (cf. planche photographique).</p> <p>Le 15/09/2022 en début d'après-midi (13h30 - 14h), l'exploitant a entamé la préparation du lavage de la citerne. Il l'a positionné dans le hall n°4 et a débuté le process de lavage classique pour ce type de produits. L'exploitant indique qu'aucun étiquetage n'était présent informant du caractère</p>

sous azote de la citerne. L'exploitant indique que la citerne étant boulonnée, il ne dispose d'aucun moyen permettant d'évaluer la quantité de produits restant à l'intérieur. Ce type de citerne implique un branchement et une injection de vapeur par le bas afin d'évacuer le produit restant. L'opérateur était positionné sur le pont au dessus de la citerne et a actionné la commande déclenchant l'injection de vapeur.

A 14h42, l'opérateur a débuté l'injection de vapeur ce qui a déclenché une explosion, un jet enflammé par l'orifice au bas de la citerne, un embrasement de l'intérieur de la citerne et un début d'incendie sur la piste. L'opérateur situé sur la passerelle a alors coupé l'alimentation en vapeur et évacué immédiatement la passerelle. Le responsable d'exploitation était localisé dans les bureaux administratifs. Il a entendu l'explosion, s'est déplacé rapidement vers le hall n°4 pour prise d'information et a déclenché l'alarme d'évacuation du site pour les employés présents sur site. Il a également coupé l'alimentation en électricité et gaz du site.

Deux employés du site ont utilisé les Robinets d'Incendie Armés (RIA) présents à proximité pour éteindre les flammes présentes sur la piste et refroidir la citerne. Les pompiers ont été avertis peu avant 15h et sont arrivés sur site avec une équipe du SAMU (signalement de fuite de gaz) quelques minutes après.

Après avoir mis en sécurité les personnes et débuté le refroidissement extérieur de la citerne, l'exploitant indique que les pompiers ont laissé l'incendie se consumer à l'intérieur de la citerne pendant près d'une heure ce qui implique qu'une quantité importante de combustible était présente à l'intérieur de la citerne. Ils ont confiné l'incendie à cette citerne et réalisé des mesures concernant le taux de soufre dans l'air. Aux alentours de 16h, ils ont noyé la citerne permettant de mettre fin à l'incident. Il sont partis du site aux alentours de 17h.

Par mail du 23/09/2022, les pompiers confirment les éléments indiqués par l'exploitant. Le premier appel avertissant les pompiers a eu lieu à 14h48, les pompiers sont arrivés sur site à 15h03. Comme indiqué par l'exploitant, leur intervention est liée à un feu à l'intérieur d'une cuve TMD de disulfure de carbone d'une contenance de 20m3 en cours d'inertage. Les témoignages font état d'une micro explosion. Les pompiers indiquent qu'une flamme bleue a été observée au niveau d'un tuyau en partie basse qui semble être l'évacuation du bac anti égoutture situé en partie haute.

Les pompiers ont réalisées les opérations suivantes :

- Réalisation d'un périmètre de sécurité,
- Confinement puis évacuation des personnels (5 personnes),
- Déploiement d'une lance pour refroidissement de la citerne et d'une lance mise en protection,
- Arrêt de la circulation de la rue de l'industrie effectué par la gendarmerie et la police municipale
- Après échange avec le conseiller technique risques chimiques du SDMIS et étant donné la masse volumique du CS<sub>2</sub>, décision de mettre de l'eau dans la citerne pour isoler une potentielle phase liquide de CS<sub>2</sub>,
- Réalisation réseau de mesure SO<sub>2</sub> et caméra thermique

Les pompiers indiquent qu'un conseiller technique risques chimiques qui a suivi l'intervention et le chef de la cellule risque chimiques qui était sur l'intervention se déplacent sur site le 30/03/2022 car il y a des incompréhensions sur l'origine de l'incident. Par appel téléphonique du 07/10/2022, le capitaine Pasquier fait un retour à l'Inspection sur les causes envisagées de l'incident. Il indique qu'après visionnage des caméras de sécurité, le point d'origine de l'incendie serait situé à l'extérieur de la citerne. Un liquide marron aurait coulé avant le déclenchement de l'incendie depuis la citerne et sur la piste. Il suppose qu'une fuite aurait été présente sur la citerne, qu'un liquide se serait infiltré à l'intérieur puis repandu sur la piste à sa mise en place. La présence d'un liquide a également été confirmée par l'équipe d'intervention présente le jour de l'incident. Ce liquide serait donc à l'origine de ce départ d'incendie. L'incendie se serait ensuite propagé à l'intérieur de la citerne suite à l'injection de la vapeur et aurait consumé le combustible présent. Cette conclusion des pompiers confirment les doutes de l'exploitant concernant la non étanchéité de la citerne et la présence de résidus (CS<sub>2</sub>?) dans des quantités supérieures à celles autorisées par LAVARHONE (plus de 50 kilos).

Par mail du 28/09/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection son rapport d'incident (cf. point de contrôle n°2). Il indique également que la citerne n'a toujours pas été lavée car, malgré l'incendie et la dilution des résidus dans environ 5000 litres d'eau, il détecte toujours la présence de vapeur à

l'intérieur de la citerne. Il précise que cette information confirme que la quantité présente de produit à l'intérieur du conteneur aurait été supérieure aux 50 litres autorisés en entrée de station et ce, sans annonce particulière des différents prestataires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Rapport d'incident - Incendie du 15/09/2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'incident - Incendie du 15/09/2022
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Accident ou incident
<p><b>Constats :</b> Par mail du 28/09/2022, l'exploitant transmet son rapport d'incident. Ce rapport retrace le contexte et la chronologie de l'évènement. Ces éléments sont présentés dans le point de contrôle n°1. Le rapport indique également que le produit lié à l'évènement est bien le disulfure de carbone. Le rapport identifie également la nature et les conséquences de l'incident. L'incident n'a causé aucun blessé et n'a eu aucun impact sur les infrastructures et l'environnement. La réaction de l'exploitant suite à l'explosion a été assez rapide (coupure de la vapeur, coupure de l'électricité et du gaz, déclenchement de l'alarme d'évacuation, appel des pompiers, évacuation du site, intervention avec les Robinets d'Incendie Armés présents). L'exploitant a également identifié les causes potentielles de l'accident. Il indique, qu'un manque d'informations concernant l'état de la citerne en question (identifiée comme dégradée à réception), de la quantité de produits présent ou encore des opérations réellement réalisées sur cette dernière, peuvent être des causes expliquant l'incident. Il indique toutefois avoir respecté les procédures habituelles de traitement relatif à ce type de produits et de cuve.</p> <p>Concernant les enseignements à tirer et les pistes d'amélioration de la sécurité, l'exploitant indique que les actions suivantes ont été ou seront mises en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Action immédiate : refus immédiat des matériels accidentés,</li> <li>- Organisation de réunions sécurité avec l'ensemble du personnel afin d'apprendre sur les causes et les conséquences de l'accident,</li> <li>- Formation incendie à optimiser en relation avec les pompiers de Saint-Priest,</li> <li>- Process de réception renforcé avec les équipes opérationnelles et administratives,</li> <li>- Demande client à retravailler particulièrement sur les conteneurs atypiques.</li> </ul> <p>Ces éléments reprennent en partie les recommandations de l'Inspection concernant les procédures de réception des conteneurs atypiques et / ou identifiées comme problématiques (cf. point de contrôle n°5).</p> <p>L'Inspection relève toutefois des informations manquantes permettant de comprendre les origines de l'incident et les opérations réalisées sur cette citerne.</p> <p>L'Inspection demande donc à l'exploitant, par la prise d'un APC et sous 1 mois, de compléter son rapport d'incident avec les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- actualisation de la fiche incident avec les éléments transmis par les pompiers concernant l'origine de l'incident (cf. point de contrôle n°1) ;</li> <li>- réaliser un historique complet des opérations réalisées (dépotage, test, stockage, mise sous azote) sur cette citerne depuis l'accident du 18/05/2022 à l'incident du 15/09/2022 et ce, auprès de l'ensemble des acteurs (ADISSEO, ARNAL, KUBE &amp; KUBENZ, LAVARHONE, etc.).</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> APC
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Traitement et évacuation des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Traitement et évacuation des eaux d'extinction
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les eaux d'extinctions sont contenues dans la citerne, cette dernière ayant été noyées par les pompiers. De plus, l'exploitant indique que l'ensemble de son site est placé sur rétention et que les eaux sont collectées dans des bassins et traitées avant l'évacuation au réseau. L'exploitant indique que les eaux contenues dans la citerne seront traitées puis évacuées au réseau si elles respectent les différentes valeurs limites de rejets. Par mail du 28/09/2022, l'exploitant indique n'avoir toujours pas lavé la citerne, et donc éliminé les eaux d'extinction, car de la vapeur serait toujours présente à l'intérieur du conteneur.  L'Inspection propose donc à l'exploitant, par la prise d'un APC et sous 1 mois, de lui transmettre la procédure définie permettant de traiter puis d'évacuer les eaux d'extinction utilisée lors de l'incident du 14/09/2022. L'exploitant devra également indiquer la quantité d'eaux traitées et évacuées et démontrées du respect des valeurs limites de rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> APC
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 4 : Fiche de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fiches de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Fiches de sécurité
<b>Constats :</b> L'exploitant montre à l'Inspection qu'il dispose de l'ensemble des Fiches de Sécurité (FDS) sur son réseau interne de l'ensemble des produits susceptibles d'être présents sur l'installation. Il montre à l'Inspection la FDS du produit à l'origine de l'incident du 15/09/2022 à savoir le disulfure de carbone. Par mail du 21/09/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection la FDS du disulfure de carbone. Cette dernière est réalisée par ADISSEO et comprend l'ensemble des catégories nécessaires à son utilisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Procédures de lavage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédures de lavage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Procédures de lavage
<p><b>Constats :</b> L'exploitant montre à l'Inspection la fiche d'acceptation de la citerne en cause. Cette dernière a été réalisée le 05/09/2022, le jour de la réception de la citerne. Elle indique que la citerne transportée par le transporteur KUBE &amp; KUBENZ contenait du bisulfure de carbone (<math>CS_2</math>). La fiche de contrôle du matériel réalisée par LAVARHONE constate le mauvais état de la citerne et signale plusieurs impacts. Le mauvais état de la citerne a également été signalé à KUBE &amp; KUBENZ par LAVARHONE par mail du 05/09/2022. Un bon de commande concernant le lavage de cette citerne a été réalisé le 05/09/2022.</p> <p>LAVARHONE transmet également à l'Inspection un document attestant que l'opérateur "laveur" en charge de l'opération a pris connaissance de la FDS liée au produit disulfure de carbone et s'est équipé avec les Equipements de Sécurité adéquats.</p> <p>Par mail du 21/09/2022, LAVARHONE transmet à l'Inspection le document indiquant les préconisations de lavage concernant ce type de produits. Il est indiqué que cette procédure comprend notamment une inspection visuelle et un balayage vapeur. L'exploitant indique que ces procédures ont été respectées le jour de l'intervention liée à l'incident.</p> <p>Toutefois, comme indiqué dans le rapport d'incident détaillé dans le point de contrôle n°2, il reconnaît que les différents éléments concernant le constat visuel de l'état de la citerne et des incohérences dans l'historique des opérations réalisées sur cette dernière qui aurait dû l'inciter à davantage de vigilance.</p> <p>En effet, l'Inspection note plusieurs incohérences entre les actions réalisées sur cette citerne et les causes amenant à l'incident du 15/09/2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La citerne aurait été dépotée par ADISSEO puis dépressurisée par ARNAL. Elle aurait dû donc être vide mais a produit un jet enflammé et un combustible a permis à l'incendie de se dérouler durant 1h,</li> <li>- La citerne a été dépressurisée sous couverture d'azote selon ARNAL mais aucun étiquetage sur cette mise sous azote n'était présent à réception de la citerne selon LAVARHONE,</li> <li>- Deux tests d'étanchéité ont été réalisés (un par ADISSEO et un par ARNAL) indiquant qu'aucune fuite n'était présente sur la citerne mais LAVARHONE a constaté des dégradations à réception et la présence de chiffons sur les orifices de la cuve. Les photographies sont datées de la visite d'inspection le 19/09/2022, soit après l'incendie (cf. planche photographique). De plus, si les chiffons présents dans les orifices permettaient de combler une fuite, la citerne n'était pas étanche et n'était plus sous azote.</li> </ul> <p>Face à ce constat, l'Inspection demande par APC à l'exploitant, sous un délai de 1 mois, de produire une procédure spécifique impliquant des contrôles supplémentaires, une pesée de la citerne pour déterminer le volume de produits présent à l'intérieur, si nécessaire des prises d'informations supplémentaires auprès des différents prestataires (historique, bon de pesée antérieure, etc.), et définissant, soit un traitement spécifique, soit un refus de traitement, concernant les citernes identifiées comme problématiques et / ou atypiques à leur réception.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> APC
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Contrôle des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle des installations
<b>Constats :</b> Par mail du 21/09/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection : - le dernier rapport de vérification des extincteurs réalisé le 05/09/2022 par EUROFEU. Ce dernier n'a relevé aucune observations concernant l'ensemble des extincteurs présents sur site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Consignes de sécurité
<b>Constats :</b> L'Inspection constate la présence de différents panneaux présentant les consignes de sécurité et répartis sur l'ensemble de l'installation. Ces derniers sont affichés au sein de l'installation et visibles des employés. Par mail du 21/09/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection les affiches des consignes affichées sur site concernant la zone ATEX et la sécurité incendie. De plus, les fiches de procédures relatives aux différents produits à nettoyer au sein des citernes rappellent les consignes de sécurité et le process de nettoyage propres à chaque opération.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Autorisation de lavage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Autorisation de lavage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Autorisation de lavage
<b>Constats :</b> L'Inspection constate que l'exploitation est autorisée à laver des citernes routières ayant contenues les produits suivants : - produits non visés par la réglementation ADR - produits visés par la réglementation ADR à l'exception des produits de 1, 2, 4.2, 4.3, 5.1, 6.1, 7 et 8.  Le dissulfure de carbone est de classe 3. L'exploitant est donc autorisé à laver des citernes ayant contenu ce produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Certificat de lavage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 8.3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Certificat de lavage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Certificat de lavage
<b>Constats :</b> Suite à l'incident du 15/09/2022, l'exploitant n'a pas terminé le lavage de la citerne et n'a donc pas réalisé de certificat de lavage. Il indique que la citerne sera lavée dans les jours suivants et transmettra le certificat dès sa réalisation. Par mail du 28/09/2022, l'exploitant indique que la citerne n'a toujours pas été lavée car il indique que de la vapeur s'échappe toujours de l'intérieur de la citerne.  L'Inspection demande donc à l'exploitant, par <del>un</del> la prise d'un APC, de lui transmettre, sous 1 mois, le certificat de lavage de la citerne comprenant l'ensemble des éléments demandés dans son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> APC
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 10 : Porter à connaissance - modifications du site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Porter à connaissance - modifications du site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Porter à connaissance - modifications du site
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que les modifications envisagées de son site concernant un projet de stockage et de traitement de déchets dangereux ont été abandonnées. Ces éléments avaient été présentées dans son Porter à Connaissance (PAC) ayant fait l'objet d'un cas par cas daté du 09/08/2021. Il indique que de nouvelles modifications sont à prévoir sur l'année 2023 concernant notamment la mise en place d'une cuve de propane permettant le chauffage du site. L'Inspection indique que ces éléments devront faire l'objet du dépôt d'un PAC et que les risques devront être étudiés en conséquence.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Etat des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Etat des stocks
<p><b>Constats :</b> L'inspection indique à l'exploitant que, en tant qu'ICPE soumis à Autorisation, il doit tenir à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ainsi, l'Inspection demande à l'exploitant de lui transmettre sous 2 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un état des matières stockées daté du jour de l'incident, le 15/09/2022.</li></ul> <p>L'Inspection des installations classées a constaté que cet état des stocks ne permet pas d'identifier les matières réceptionnées dans les citernes. Cet état des stocks devra donc également inclure les citernes stockées sur site, le type de produits et la quantité associée susceptible d'être présent sur site.</p> <p>A ce titre, l'Inspection des installations classées propose de mettre en demeure l'exploitant de mettre en place les moyens adaptés permettant de répondre à l'exigence précitée.</p> <p>L'Inspection rappelle à l'exploitant que cet état des stocks, même si il est demandé à date du 15/09/2022, doit être mis à jour régulièrement de manière à connaître à un instant T les stocks et quantités associés de produits présents sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 12 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article Article 2 - Point 6.1.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Formation du personnel
<p><b>Constats :</b> Par mail du 21/09/2022, l'exploitant transmet à l'Inspection des bons de formations de son personnel concernant la gestion de la sécurité de son site.</p> <p>Ces bons indiquent qu'une formation ATEX datée du 04/10/2021 a été réalisée auprès d'un opérateur.</p> <p>Deux journées de formation concernant la sécurité dans les stations de lavage organisées par DIVIRISK en date du 26/03/2021 et du 27/11/2021 ont été également réalisées auprès de deux opérateurs.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 13 : Contrôle inopiné concernant les rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/10/1995, article 1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle inopiné concernant les rejets aqueux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Contrôle inopiné concernant les rejets aqueux
<b>Constats :</b> Par courrier du 01/03/2022, l'exploitant avait été informé par l'Inspection de la réalisation d'un contrôle inopinée sur l'année 2022 concernant la conformité de ces rejets aqueux. Ce contrôle a été réalisé le 05 et 06/07/2022 par SGS. Les résultats de cette mesure ont été transmis à l'Inspection par mail du 22/09/2022. L'analyse réalisée porte sur l'ensemble des paramètres identifiés dans l'arrêté préfectoral en vigueur. Les résultats ne montrent aucun dépassement des valeurs limites réglementaires pour l'ensemble des paramètres étudiés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Annexe 1 : planche photographique



Chiffons placés dans les orifices de la citerne à son arrivée sur site (selon l'exploitant)



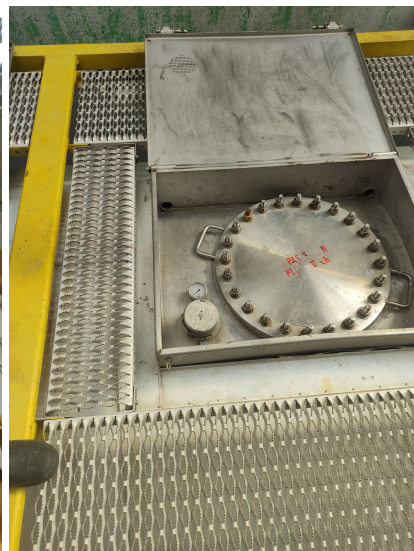
Orifice de par lequel l'incendie se serait propagé à l'intérieur de la citerne



Citerne dégradée avant l'incendie (selon l'exploitant)



Citerne dégradée avant l'incendie (selon l'exploitant)



Partie haute de la citerne boulonnée



Photographie de la citerne à sa réception sur site (05/09/2022)